



MARCHÉS DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

LOT NUMÉRO 1 : TRAVAUX DE RÉSOPTION DE POINTS NOIRS ET DE RÉFECTION DE SECTIONS DE LA ROUTE FORESTIÈRE EN FORÊT DOMANIALE DE LACAMP SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LABASTIDE-EN-VAL (11220)

LOT NUMÉRO 2 : TRAVAUX DE MISE AU GABARIT DE TIRES FORESTIÈRES ET DE CRÉATION D'UNE PLACE DE DÉPÔT EN FORÊT DOMANIALE DU CONSULAT DE FOIX SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE MONTOLIEU, PRAYOLS ET GANAC (09000)

5 - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE

(Passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

MARCHÉ N° 2025 - 8760 - 08

Objet de la consultation

Lot numéro 1 :

Le présent marché concerne, pour le lot numéro 1, l'exécution de travaux relatifs à la résorption de points noirs et de réfections de sections d'une route forestière en Forêt Domaniale de LACAMP sur le territoire de la Commune de LABASTIDE-EN-VAL (11220).

Lot numéro 2 :

Le présent marché concerne, pour le lot numéro 2, l'exécution de travaux relatifs à la mise au gabarit de tires forestières et de création d'une place de dépôt en Forêt Domaniale du CONSULAT de FOIX sur le territoire des Communes de MONTOLIEU, PRAYOLS et GANAC (09000).

Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Midi Méditerranée / Agence Territoriale Ariège – Aude – Pyrénées Orientales, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01305, dont le siège est 61 avenue Georges GUILLE CS20055 11890 CARCASSONNE Cedex 09.

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché et la personne en charge du suivi et de l'exécution du marché est Monsieur Stéphane VILLARUBIAS, Directeur de l'Agence Territoriale Ariège – Aude – Pyrénées Orientales, 61 avenue Georges GUILLE CS20055 11890 CARCASSONNE Cedex 09.

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET, LOCALISATION, NATURE ET VOLUME DES TRAVAUX.....	3
1-1 <i>Objet du marché.....</i>	3
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS COMMUNES A L'EXECUTION DE L'ENSEMBLE DES TRAVAUX.....	3
2.1 <i>Situation et implantation-.....</i>	3
2-2 <i>Documents à fournir par l'entrepreneur-.....</i>	3
2.3 <i>Connaissance du site des travaux-.....</i>	3
2.4 <i>Installations de chantier-.....</i>	4
2.5 <i>Relations de l'entreprise avec le maître d'œuvre-.....</i>	4
2.6 <i>Contrôle de la cadence d'exécution des travaux-.....</i>	4
2.7 <i>Règlements et normes-.....</i>	4
2.8 <i>Matériaux et fournitures-.....</i>	4
2.9 <i>Contrôles-.....</i>	4
2.10 <i>Responsabilité de l'entrepreneur-.....</i>	5
2.11 <i>Description des ouvrages – détermination et prise en compte-.....</i>	5
2.12 <i>Conditions générales d'exécution des travaux-.....</i>	6
2.12-1 - <i>Programme d'exécution des travaux.....</i>	6
2.12-2 - <i>Périodes d'exécution des travaux.....</i>	6
2.12- 3 - <i>État des lieux.....</i>	7
2.12-4 - <i>Voie d'accès.....</i>	7
2.12-5 - <i>Mesures de sécurité.....</i>	7
2.12-6 - <i>Contrôle et suivi des travaux.....</i>	7
2.12-7 - <i>Respect des réseaux et des ouvrages.....</i>	8
2.12-8 - <i>Respect de l'environnement.....</i>	8
2.12-9 - <i>Conditions particulières.....</i>	9
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES TRAVAUX – LOT NUMÉRO 1 (FORÊT DOMANIALE DE LACAMP)	10
3.1 <i>Reprise des collecteurs d'eau en terrain naturel.....</i>	11
3.2 <i>Création de fossé bordier.....</i>	13
3.3 <i>Réfection de la Route Forestière.....</i>	13
3.4 <i>Création de collecteurs d'eau en terrain naturel sur la route forestière.....</i>	15
3.5 <i>Traitement d'un point noir (point 14).....</i>	16
ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES TRAVAUX – LOT NUMÉRO 2 (FORÊT DOMANIALE du CONSULAT de FOIX).....	19
4.1 – <i>Reprofilage de tirs forestières de débardage existantes.....</i>	19
4.2 <i>Terrassement et création de la place de dépôt parcelle 119.....</i>	21

ARTICLE 1 – OBJET, LOCALISATION, NATURE ET VOLUME DES TRAVAUX

1-1 Objet du marché

Lot numéro 1 :

Le présent marché concerne, pour le lot numéro 1, l'exécution de travaux relatifs à la résorption de points noirs et de réfections de sections d'une route forestière en Forêt Domaniale de LACAMP sur le territoire de la Commune de LABASTIDE-EN-VAL (11220).

Lot numéro 2 :

Le présent marché concerne, pour le lot numéro 2, l'exécution de travaux relatifs relatifs à la mise au gabarit de tires forestières et de création d'une place de dépôt en Forêt Domaniale du CONSULAT de FOIX sur le territoire des Communes de MONTOULIEU, PRAYOLS et GANAC (09000).

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit l'étendue des travaux et les prestations à la charge de l'entrepreneur, en référence aux plans joints.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS COMMUNES A L'EXECUTION DE L'ENSEMBLE DES TRAVAUX

2.1 Situation et implantation-

Les plans de situation des travaux sont annexés au présent CCTP. Ils sont complétés par les matérialisations réalisées à la peinture par le maître d'œuvre pour chaque lot.

2-2 Documents à fournir par l'entrepreneur-

Désignation des documents	Délai
Programme et planning détaillé du chantier, fiche technique des éventuels matériaux mis en œuvre (ou confirmation des éléments fournis dans le cadre du mémoire technique fourni avec la réponse)	10 jours à compter de la date de notification du marché.

2.3 Connaissance du site des travaux-

Préalablement, à la remise de son offre, l'entrepreneur est réputé avoir :

- ☒ Suivi les visites du site mentionnées au Règlement de la Consultation, ou avoir pris connaissance des lieux.
- ☒ Pris connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux,
- ☒ Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des travaux, leur importance et leurs particularités,
- ☒ Procédé à une visite détaillée de terrain et pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives au lieu des travaux, aux accès et abords, à la topographie et à la nature des terrains pour l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier.

2.4 Installations de chantier-

L'entrepreneur pourra installer son chantier dans l'emprise des terrains gérés par le Maître de l'ouvrage, ou pourra proposer toute autre solution avec l'accord des autres éventuels propriétaires concernés et du maître d'œuvre, l'Office National des Forêts.

2.5 Relations de l'entreprise avec le maître d'œuvre-

L'entrepreneur entretiendra une relation étroite avec le maître d'œuvre en ce qui concerne :

- ☒ Le recueil des informations utiles à la bonne exécution des travaux,
- ☒ Les erreurs ou omissions relevées dans les documents contractuels,
- ☒ Toute demande de modification ou d'extension des travaux pressentie par l'entrepreneur,
- ☒ Les réunions hebdomadaires de chantier.

Le maître d'œuvre a seule qualité pour décider des suites à donner, après concertation avec le maître d'ouvrage, et se réserve le droit de modifier les travaux à sa propre initiative ou sur proposition de l'entrepreneur en fonction de la situation rencontrée.

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'arrêter sur le champ le chantier si les règles de sécurité n'étaient pas respectées. Dans ce cas, les travaux seraient interrompus jusqu'à ce que l'entrepreneur mette le chantier en conformité avec les règles de sécurité.

L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité ni délai d'exécution supplémentaire en dehors des conditions fixées dans le dossier de marché.

L'entrepreneur devra disposer en permanence d'un matériel de secours prêt à fonctionner et adapté au chantier.

2.6 Contrôle de la cadence d'exécution des travaux-

A l'intérieur des délais prévus au planning prévisionnel des travaux, le Maître d'œuvre exerce tout contrôle des cadences d'exécution qu'il juge utile et prescrit toute modification des équipements en matériels et personnels qu'il juge propre à rattraper les retards éventuels, sans que la responsabilité de l'entrepreneur ne s'en trouve dérogée pour autant.

2.7 Règlements et normes-

Outre les différents C.C.T.G. Applicables aux travaux du présent marché, les documents suivants serviront de référence pour le calcul, l'exécution et le contrôle des ouvrages et devront être respectés :

Les documents techniques unifiés (D.T.U.) valables à la date du présent marché,

Les normes françaises A.F.N.O.R.

Le présent CCTP a pour objet de préciser celles implicitement applicables des « règles de l'art » et contenues dans les documents suivants :

Le cahier de clauses techniques générales (CCTG), avec en particulier :

- *Le fascicule n° 2 « terrassements généraux »*

Il est rappelé par ailleurs que le Cahier des Clauses Administratives Générales 2021 applicables aux marchés publics de travaux s'applique totalement.

2.8 Matériaux et fournitures-

Les produits et les matériaux mis en œuvre dans le présent marché devront impérativement avoir été validés au préalable par le maître d'œuvre par la présentation des fiches techniques.

2.9 Contrôles-

Réalisés en cours de chantier et aussi a posteriori, ils viseront à vérifier :

- La bonne exécution des terrassements et équipements conformément au présent C.C.T.P. et aux plans détaillés. Par application des 4 derniers alinéas de l'article 15.2 du fascicule 25 du C.C.T.G., le maître d'œuvre se

réserve le droit de procéder à des relevés topographiques contradictoires, si nécessaire. Ces contrôles sont exécutés aux frais du maître d'ouvrage.

- L'état d'entretien apparent des matériels. Si cet état appelle des réserves de la part du maître d'œuvre (fuite d'huile...), celui-ci les notifie à l'entrepreneur sans pour autant en interdire l'emploi. Si par la suite, il est constaté un fonctionnement défectueux de certains matériels, notamment de ceux ayant fait l'objet de réserves, le maître d'œuvre peut imposer l'arrêt de l'atelier, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait procédé aux améliorations ou aux remplacements nécessaires.

- L'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité pour l'immobilisation de son matériel et de son personnel, quelle que soit la durée de l'arrêt.

2.10 Responsabilité de l'entrepreneur-

Pendant la durée des travaux et du délai de garantie, l'Entrepreneur reste responsable :

- De tous les éboulements qui pourraient survenir,
- De tous les dommages que pourraient éprouver les ouvrages,
- Des détériorations survenant aux ouvrages de toute nature du fait de l'exécution des travaux,
- De tous les accidents que l'exécution des travaux pourrait causer à des tiers.

A ce titre l'entrepreneur veillera à ne pas laisser le chantier, en fin de journée, dans un état susceptible de créer des nuisances ou des risques pour la sécurité des tiers, et assurera la signalisation et la protection permanente du chantier.

Toutes responsabilités, tels délits forestiers, police de l'eau et de l'environnement, assurance des ouvriers et des tiers à l'occasion des travaux, sont à la charge de l'entrepreneur.

2.11 Description des ouvrages – détermination et prise en compte-

La pièce n°4 : "détail estimatif valant détail quantitatif et estimatif et bordereau des prix unitaires" fixe, pour chaque type d'ouvrage prescrit par le marché :

1. La nature et les caractéristiques qualitatives des prestations entrant dans la définition du type d'ouvrage à réaliser, en référence expresse aux documents techniques annexes et de référence, correspondant aux modalités particulières d'exécution précisées dans le présent document,
2. L'unité de prise en compte pour la mesure des quantités réalisées,
3. Le prix unitaire ou forfaitaire contractuel à appliquer aux quantités réalisées,
4. La quantité prévisionnelle à réaliser par type d'ouvrage à réaliser,
5. Le montant total des travaux prévu par type d'ouvrage à réaliser.

Le détail estimatif valant bordereau des prix unitaires vaut valeur contractuelle.

La définition, en cours de réalisation des travaux, d'un type d'ouvrage nouveau, la modification de la définition d'un type d'ouvrage prévu ou la modification d'une quantité prévisionnelle initiale, feront l'objet d'un avenant au contrat de travaux initial.

Sauf acceptation par l'entrepreneur, les modifications quantitatives ou qualitatives ainsi opérées ne pourront dépasser les limites fixées en la matière par le C.C.A.G.-Travaux 2021 ;

La prise en compte, pour chaque type d'ouvrage réalisé, s'effectuera par constatation contradictoire avec l'entrepreneur en réunion de chantier, au cours de laquelle le maître d'œuvre procédera :

1 - à la vérification de la conformité de chacun des ouvrages du type considéré

2 - à la mesure des quantités des ouvrages réalisés et reconnus conformes.

Ces vérifications et mesures s'effectueront selon les modalités particulières prévues, le cas échéant dans le présent document et seront enregistrées dans le compte-rendu de la réunion de chantier ou dans un constat annexé à celui-ci pour valoir attachement.

2.12 Conditions générales d'exécution des travaux-

2.12-1 - Programme d'exécution des travaux

L'entrepreneur devra présenter à l'approbation du maître d'œuvre, dans les délais stipulés au C.C.A.P., le programme d'exécution des travaux et les mesures générales qu'il entend prendre à cet effet comportant :

- L'état prévisionnel des moyens humains et matériels mis en œuvre (remis avec l'offre),
- Les caractéristiques et la provenance des matériaux et des fournitures utilisés (remis avec l'offre),
- Les notices explicatives / modes opératoires retenus se rapportant aux phases du chantier définies dans le règlement de consultation (remis avec l'offre),
- Le planning prévisionnel d'exécution des travaux,
- Le descriptif des dispositions provisoires de protection que l'entrepreneur se propose de prendre pour assurer la sécurité des tiers, biens et voies pouvant être menacés par l'activité du chantier,
- Le descriptif des dispositions que l'entrepreneur se propose de prendre pour assurer la surveillance et la signalisation du chantier,
- Le descriptif des mesures que l'entrepreneur se propose de prendre au titre de la sécurité et de la protection de la santé (plan de prévention "hygiène et sécurité"),
- Les coordonnées du responsable de chantier,
- Les conditions de remise en état des lieux.

Le cas échéant, selon les caractéristiques du chantier :

- Le projet des installations de chantier,
- Les documents demandés en cas de désignation d'un coordonnateur de travaux en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'entrepreneur présentera en temps utile les modifications qu'il y aura lieu d'apporter à ce programme pendant la durée des travaux, après concertation et validation par le maître d'œuvre.

2.12-2 - Périodes d'exécution des travaux

L'ordre des opérations sera indiqué par le maître d'ouvrage en fonction de ses priorités.

Les travaux sont interdits les samedis, dimanches et les jours fériés légaux.

Par ailleurs, le maître d'œuvre pourra interrompre les travaux en cas de mauvaises conditions atmosphériques, incompatibles avec une bonne exécution des travaux ou avec les exigences de sécurité. Le Maître d'œuvre sera seul juge dans l'appréciation des conditions climatiques défavorables et il constatera par ordre de service l'arrêt du chantier.

En cas d'interruption de ce genre, l'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation ni demander une quelconque indemnité ; le délai d'exécution sera toutefois prolongé d'un temps égal à la durée de l'interruption.

Pour le lot Numéro 1 : Les travaux devront être achevés au **30 NOVEMBRE 2025.**

Pour le lot Numéro 2 : Les travaux devront être achevés au **30 NOVEMBRE 2025.**

2.12- 3 - État des lieux

Avant tout commencement de travaux, un constat d'état des lieux est établi en présence de l'entrepreneur et du représentant du maître d'ouvrage. A cette occasion seront reconnues les voies d'accès au chantier, les réseaux et équipements divers, les zones de sensibilité écologique.

2.12-4 - Voie d'accès

L'entrepreneur devra préalablement obtenir toutes les autorisations nécessaires et respecter la réglementation existante.

Les frais relatifs aux divers transports sur le chantier (quel que soit le moyen utilisé) sont compris dans les prix de fourniture des matériaux.

Un état des lieux sera établi au commencement des travaux, les dégradations éventuelles sur les routes forestières seront à la charge de l'entrepreneur. L'entreprise prendra toutes les précautions afin de limiter les chutes de matériaux ou dépôts de boues sur les voies publiques empruntées par son matériel.

Elle effectuera en permanence les nettoyages et brossages nécessaires à la sortie du chantier ou des aires de stockage ainsi que le lavage des pneus des engins et camions. Les dépenses correspondantes sont entièrement à sa charge.

La circulation des engins à chenille sur les routes asphaltées est interdite. Cette mesure ne porte pas préjudice à l'obligation de réparer les détériorations commises même en observant cette clause. De même la circulation des engins sur les routes revêtues ou empierrées est assujettie aux précautions d'usage avec obligation de réparer les dommages.

2.12-5 - Mesures de sécurité

Il est rappelé que les mesures relatives à la protection de la santé des personnels travaillant sur le chantier sont de la responsabilité de l'entrepreneur en sa qualité d'employeur.

A ce titre, il lui appartient de prendre toutes les mesures, conformément à la législation du travail en vigueur (hygiène et sécurité, protections individuelles ou collectives, signalisation et protection permanente du chantier,) et de rappeler à son personnel toutes les règles générales et particulières de sécurité, législatives et réglementaires.

Il devra plus particulièrement donner les instructions nécessaires et prendre toutes les dispositions concernant la sécurité des intervenants : aménagement et sécurisation des zones de travail et des cheminements à l'intérieur du chantier.

L'entrepreneur devra être en mesure, si cela lui est demandé par le maître d'œuvre, de présenter avant le début des travaux son plan de prévention "hygiène et sécurité », et ce dans un délai de 15 jours à compter de la notification en 1 exemplaire papier au maître d'ouvrage et 1 exemplaire papier au maître d'œuvre, couplés à un envoi sous format informatique.

L'entrepreneur devra signaler son chantier spécifiant entre autres qu'il sera interdit au public. La signalisation appropriée devra être mise en place par l'entrepreneur dès le début du chantier. A minima, des panneaux « Accès interdit » et des barrières matérialisant cette interdiction devront être posés (y compris week-ends et jours fériés). Dans le cas où un coordonnateur S.P.S. serait désigné, ces dispositions sont susceptibles d'être renforcées.

Il est tenu de mettre en œuvre dans les plus brefs délais, sans que celles-ci ne puissent faire l'objet d'une rémunération ou d'une plus-value complémentaire, les prescriptions qui peuvent lui être désignées à ce titre par le maître d'œuvre ou son représentant, ou par le coordonnateur S.P.S. si ce dernier a été désigné par le maître d'ouvrage.

Les coordonnées des organismes de secours devront être connues du personnel.

L'ensemble de ces sujétions est compris dans les prix du marché.

2.12-6 - Contrôle et suivi des travaux

Des réunions de chantier hebdomadaires donnant lieu à des comptes rendus du maître d'œuvre seront programmées.

L'entrepreneur sera tenu de désigner avant le commencement des travaux un représentant chargé de la conduite

de travaux et ayant les pouvoirs de prendre, sans retard, les décisions nécessaires.

Il devra se conformer à toutes les instructions, éventuellement mises sous forme de comptes rendus de visite ou d'ordres de service écrits, du maître d'œuvre ou de son représentant. Ce dernier pourra à tout moment ordonner les prélèvements destinés au contrôle.

Dans le cas d'une exécution non conforme aux prescriptions techniques générales et particulières, le responsable du suivi des travaux procèdera à tout moment à l'arrêt immédiat des travaux.

Afin de permettre une communication suivie et efficace entre le responsable du suivi des travaux et les personnels présents sur le chantier, il est nécessaire qu'une personne au moins de l'équipe présente sur place parle français. En cas de non-présence permanente de cette personne, le responsable du suivi des travaux pourra demander la suspension de l'exécution du chantier.

Les points d'arrêt de chantier nécessitant le contrôle obligatoire des travaux effectués par le représentant du maître d'œuvre, avant toute continuation des travaux, sont définis comme suit :

- Reconnaissance contradictoire du chantier, de l'état des lieux et de l'implantation exacte des travaux par visite préliminaire,
- Reconnaissance contradictoire des fournitures,
- Visite préalable aux opérations de réception des travaux.

Il appartient à l'entrepreneur d'aviser le représentant du maître d'œuvre de la nécessité d'une visite de chantier avant passage à la phase suivante, dans un délai minimum de deux jours avant la fin prévisible de ces phases de travaux.

D'autres visites de chantier pourront être provoquées par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

Le contrôle final de bonne exécution des prestations demandées sera fait à la demande de l'entrepreneur avant le repli définitif du matériel et du personnel.

2.12-7 - Respect des réseaux et des ouvrages

L'Entrepreneur se renseignera auprès du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre sur l'existence ou non d'ouvrages souterrains ou aériens. Dans le cas de présence d'ouvrage, il fera la demande de renseignements à chaque exploitant (formulaire DICT réglementaire) et se conformera à leurs exigences éventuelles.

L'entrepreneur prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux canalisations ou conduites de toutes sortes rencontrées pendant l'exécution des travaux, ainsi qu'aux ouvrages d'art existants. Il est précisé, notamment, qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour le soutien de ces canalisations ou conduites, étant entendu qu'en aucun cas les dispositifs adoptés pour réaliser ce soutien ne prendront appui sur les étrésillons des étalements ou blindages des fouilles.

L'entrepreneur ne sera pas admis à présenter des réclamations de quelque nature que ce soit, du fait que le tracé ou l'emplacement imposé par les ouvrages l'obligerait à prendre des mesures de soutien de canalisations ou de conduites sur quelques longueurs qu'elles puissent s'étendre.

2.12-8 - Respect de l'environnement

Les travaux concernant les aménagements situés dans un cours d'eau (ponts, passages busés, aqueducs, création de retenues...) Nécessitent le respect par l'entrepreneur des prescriptions établies au titre de la loi sur l'eau et notamment :

- Respect des périodes d'interdiction éventuelles,
- Les travaux à réaliser ne doivent pas faire obstacle à la libre circulation des poissons, modifier ou approfondir le lit du cours d'eau,
- Les opérations de travaux ne doivent pas déverser dans le lit du cours d'eau les laitances de béton et les eaux de lavage des toupies, générer des pollutions superficielles ou souterraines par rejet d'huiles, d'hydrocarbures ou d'autres substances nocives, rejeter des matières en suspension (M.E.S) dans le lit du cours d'eau. De ce fait des mesures préventives peuvent être exigées à l'aval du chantier dans le but de capter et d'isoler les M.E.S,
- En cas d'accident ou d'incident dont l'impact est prévisible sur le milieu, informer le service de la police de l'eau à la Direction Départementale des Territoires et le cas échéant le service départemental de l'Office Français de la Biodiversité.

Il est fait interdiction à l'entrepreneur de rejeter sur le chantier des résidus de nature à polluer les eaux. Toutes les

mesures devront être prises afin d'éviter tout risque de fuite des matériels utilisés sur le chantier. La totalité des matériaux usagés et des ordures de toute nature produites par le chantier sera triée sélectivement (métaux, huiles...) et évacuée sans délai par l'entrepreneur dans les lieux de traitement réglementaires adaptés au type de déchets (ISDND pour les déchets non dangereux, filières agréées pour les déchets dangereux...). A défaut, il y sera pourvu par le maître d'ouvrage à la charge de l'entrepreneur, après notification. Les frais engagés par le maître d'ouvrage dans ce cadre, seront déduits des mémoires présentés par l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra tenir à disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre tout document attestant de l'élimination en filière réglementaire de ses déchets (tickets de pesée, bons de traitement...).

L'incinération des produits est proscrite sur le chantier.

L'entrepreneur devra, sous sa responsabilité et à ses frais, organiser le chantier de manière à canaliser les eaux de toute nature : eaux pluviales, d'infiltration, de source, torrentielle ou de nappe aquifère, etc.... et à ne pas intercepter, entraver ou gêner les écoulements naturels notamment à l'égard des propriétaires des fonds inférieurs. La qualité des eaux sera altérée aussi peu que possible par les travaux. L'entrepreneur demeure tenu de mettre en œuvre toutes les solutions techniques possibles et de respecter un calendrier d'intervention adapté pour réduire le plus possible les nuisances sur la qualité de l'eau. Son attention est particulièrement appelée sur la nécessité de mettre à profit les périodes sèches et de basses eaux pour la réalisation des ouvrages d'art et les terrassements. Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de suspendre l'exécution des travaux de toute sorte dans les cours d'eau dès lors qu'il estimerait que ces travaux auraient des conséquences néfastes sur la qualité des eaux. Dans cette hypothèse, l'entrepreneur s'interdit d'invoquer cette période de suspension des travaux pour demander une prorogation du délai de réalisation des travaux. Cette mesure de suspension des travaux dont dispose le Maître d'Œuvre ne saurait exonérer l'entrepreneur de sa responsabilité en matière de police des eaux dans le cas où l'autorité compétente viendrait à intenter une action en justice ou transactionnelle à son encontre. Il en est de même dans le cas où les travaux auraient été réalisés durant une période pendant laquelle le Maître d'Œuvre n'aurait pas jugé opportun de prononcer la suspension des travaux.

L'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre ni prétendre à aucune indemnité en raison de la gêne et de l'interruption de travail, de perte de matériaux ou tous autres dommages qui pourraient résulter des arrivées d'eau consécutives aux phénomènes atmosphériques ou torrentiels. L'entrepreneur demeurerait seul responsable de l'aggravation des dégâts causés par un phénomène torrentiel en relation avec l'entraînement de matériaux de toute nature qu'il aurait stockés sur les berges des torrents.

2.12-9 - Conditions particulières

- 1° Les conditions qui précèdent ne sont pas limitatives. L'Entrepreneur devra donc se conformer à toutes les règles de l'art, même si elles ne lui sont pas rappelées.
- 2° Les travaux seront exécutés dans l'ordre prescrit par le Maître d'œuvre.
- 3° Le Maître d'œuvre n'est pas tenu de se conformer rigoureusement à l'avant-métré des travaux à réaliser. Il se réserve le droit d'y apporter toutes modifications qui lui apparaîtront nécessaires en cours d'exécution, en respectant les prix du marché.
- 4° Il ne sera accordé à l'Entrepreneur aucune indemnité pour le droit de passage, de carrière, de décharge et tout autre qu'il aurait à payer à l'occasion des travaux, les frais en l'espèce étant compris dans le prix.
- 5° L'Entrepreneur utilisera les chemins d'accès existants. Il les maintiendra à ses frais dans l'état où ils se trouvaient au moment de la passation du marché ou de la réception partielle pour les tronçons déjà réalisés. Il ne pourra ouvrir de nouvelles voies d'accès qu'avec l'accord du Maître d'œuvre selon un tracé agréé par celui-ci.
- 6° Les indemnités pour réparation des dégradations causées aux voies publiques et privées, ou ouvrages divers en aval du chantier, du fait des travaux, seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.
- 7° L'entrepreneur aura en permanence sur le chantier un représentant qualifié pour recevoir et faire exécuter les ordres ou observations du Maître d'œuvre.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES TRAVAUX – LOT NUMÉRO 1 (FORÊT DOMANIALE DE LACAMP)

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit l'étendue des travaux et les prestations à la charge de l'entrepreneur, en référence aux plans et au tableau des travaux ci-après

Tableau des travaux projetés Forêt Domaniale de LACAMP secteur LABASTIDE en VAL								
Points	Cumul (m)	Repère du point	Travaux au point	interdistance (m)	Travaux sur section	ml	Travaux sur section	ml
1			COLLECTEUR EAU TN à reprendre					
2			COLLECTEUR EAU TN à reprendre					
3			COLLECTEUR EAU TN à reprendre			0		
4		début rampe				0		
5		fin rampe		350	Scarification , élimination tête de chat , nivellement et compactage devers aval	350		
6			COLLECTEUR EAU TN à reprendre			0		
7						0		
8				420	re création curage fossé amont	420		
9			COLLECTEUR EAU TN à reprendre			0		
10		barriere				0		
11		zone pont		2140	Scarification , élimination tête de chat , nivellement et compactage devers aval			
12		zone pont			Scarification , élimination tête de chat , nivellement et compactage devers aval	0	re création curage fossé amont	40
13		place de dépôt			Scarification , élimination tête de chat , nivellement et compactage devers aval	0		0

Un piquetage a été implanté sur le terrain en matérialisant **des points de 0 à 13** par le maître d'œuvre. Les travaux consistent à réaliser :

- Reprise de collecteurs d'eau par terrassement de reprofilages et rechargement puis compactage ;
- Traitement de la plateforme de la chaussée avec élimination de têtes de chat ;
- Recréation de fossés bordiers ;

Au point 14 (secteur Pla de Vidalbe) les travaux consistent à traiter un point noir par la création d'un fossé et par des terrassements de reprofilage et rechargement puis compactage.

3.1 Reprise des collecteurs d'eau en terrain naturel

3.1.1 Quantités-dimensionnement

Des cunettes ou collecteurs d'eau en terrain naturel se sont, avec le temps, creusés et ne permettent plus la circulation de véhicules en sécurité.



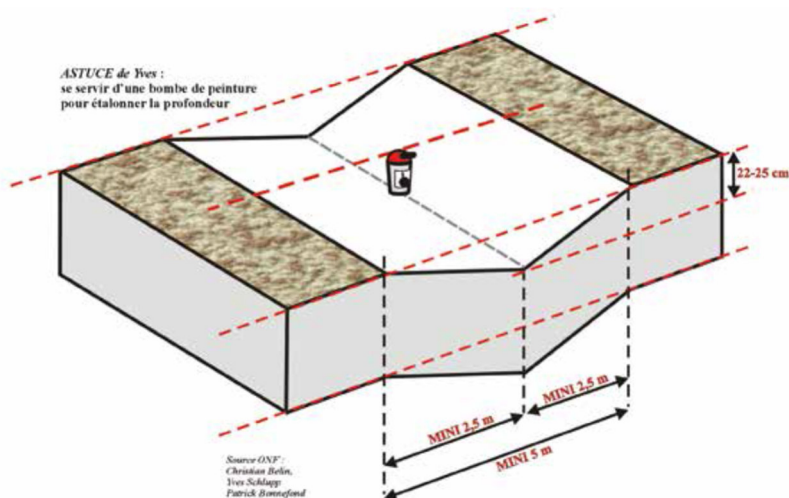
Photo 1 : cunette terrain naturel à reprendre point 1

L'objectif visé par la prestation du présent article est de reprendre ces ouvrages au nombre de cinq (et repérés aux points 1,2,3,6 et 9) pour les rendre à nouveau fonctionnels.

3.1.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

La réfection de ces collecteurs d'eau est prévue de la manière suivante :

- Purge des matériaux impropres avec évacuation vers l'aval, la route forestière présentant un devers aval
- Terrassement selon le schéma de principe ci-après pour agrandir la longueur du collecteur d'eau et préparation avant rechargement par grave non traitée.



Fourniture et mise en œuvre de grave non traitée :

L'objectif visé est le renforcement du corps de chaussée par empierrement en Grave Non Traitée (GNT) 0/31.5 au droit de la plateforme consécutive aux travaux de terrassements tels que décrits ci-avant.

Pour chaque collecteur, la longueur à empierrer est de 10 ml , avec une largeur d'empierrement de 3.5 mètres. L'épaisseur d'empierrement recherché est de 25 cm avant compactage, soit 18 cm environ après compactage.

Avant tout commencement de travaux d'empierrement, l'entrepreneur et le représentant ONF conviendront des modalités pratiques de contrôle et d'enregistrement des quantités de matériau approvisionnées selon les modes de livraison envisagés.

Pour les matériaux issus de carrière, l'entrepreneur fournira tout document visant à préciser les fiches techniques (densité notamment) des matériaux qu'il envisage d'approvisionner.

Lors du chargement en carrière, la bascule devra être munie d'une tête de lecture avec impression automatique du bon. Le bon devra comporter les indications suivantes : date et heure de pesée, poids du camion chargé, numéro d'immatriculation du camion, destination du camion.

A chaque opération de pesée, il sera établi un bon qui sera remis au représentant ONF sur les lieux de mise en œuvre ; seuls les bons de pesée remis au représentant ONF sur les lieux de mise en œuvre seront pris en compte pour le règlement du marché **après application du coefficient de conversion contradictoirement établi** en fonction de la fiche technique du produit utilisé.

Pour le 0/31.5, le tonnage évalué à **17 tonnes** est calculé de la manière suivante :

La longueur à empierrer est sur le linéaire de la route soit 10 ml environ, avec une largeur d'empierrement de 3.5 mètres. L'épaisseur d'empierrement recherché est de 0.25 cm avant compactage soit 9 m³.

Avec un coefficient de conversion de 1,9, nous avons environ 17 tonnes par ouvrage.

Le fond de forme réalisé sera soigneusement compacté avant toute mise en place de matériau d'empierrement.

Chaque couche d'empierrement sera mise en place en un seul passage. Le compactage sera assuré par 3 passages d'un cylindre vibrant d'au moins 15 tonnes. Un arrosage pourra être exigé si certains matériaux ne présentent pas la teneur en eau suffisante pour assurer la compacité recherchée.

L'entrepreneur veillera à ce que la couche de surface présente, en tous points, une cohésion suffisante. A cet effet, il corrigera les défauts de continuité de granulométrie par tout moyen nécessaire, avant compactage final (apport de sable gras par exemple).

Un dévers d'environ 2% sera imprimé à la chaussée.

La mise en œuvre des graves par temps de pluie continue ou par temps de gel est interdite.

En cas de pluie d'orage survenant en cours de mise en œuvre, le matériau répandu et dont le compactage n'est pas achevé est, avec l'accord du maître d'œuvre, maintenu en place en l'attente d'essorage ; le compactage est alors repris dès que le matériau a retrouvé une teneur en eau normale.

3.1.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux tels que décrits au présent article intègrent le prix unitaire n° 2 du détail estimatif. Ce prix s'applique au **forfait** du collecteur d'eau repris, **forfait.**

3.2 Création de fossé bordier

3.2.1 Quantités-dimensionnement

Les travaux de curage de fossé consistent à la création de 460 ml de fossé, sur deux sections de la route forestière (entre les points 7 et 8, et entre les points 11 et 12) pour un linéaire de 460 ml.

3.2.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

Les travaux de terrassements feront l'objet d'une réception qui vérifiera la largeur, la longueur et le profil des fossés.

Les fossés auront un profil trapézoïdal de 40 cm de profondeur minimale et 60 cm au moins d'ouverture en gueule, et ceci quel que soit la nature du terrain rencontré.

Leur pente sera ajustée en sorte de n'occasionner aucun point de stagnation des eaux. Les affleurements rocheux rencontrés devront être régalez au profil requis par tout moyen nécessaire.

Ponctuellement, l'entrepreneur prendra en compte le fait que pour curer ces fossés, l'emploi du B.R.H. pourra s'avérer nécessaire sur certains points noirs.

Dans tous les cas de talus amont élevé, l'entrepreneur est tenu de réaliser le talutage de finition des parties supérieures au fur et à mesure de l'avancement des terrassements, chaque fois que celles-ci risquent de se trouver hors de portée de l'engin en fin de déblaiement, avec écrêtage systématique des têtes du talus amont sur fossé.

Les déblais résultant de la création de ces fossés seront régulièrement étalés hors emprise ou mis en dépôt définitif à un endroit spécifié par le maître d'œuvre (aval de la route forestière).

Une attention particulière devra être portée à ne pas déstructurer les éventuels aqueducs existants et notamment les têtes sur l'ensemble du linéaire.

3.2.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux de terrassement, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° **3** du Détail estimatif. Ce prix s'applique au mètre linéaire effectivement travaillé, ml.

3.3 Réfection de la Route Forestière

3.3.1 Quantités-dimensionnement

Le réfection généralisée des routes forestières se traite par une scarification de la bande de roulement, élimination systématique des têtes de chat au B.R.H., arasement des accotements avals et purge pied de talus amont sur les sections présentent un dévers aval, arasement des accotements aval et amont quand la route présente un dévers amont avec présence d'un fossé bordier, et élimination de l'éventuel bourrelet central, de manière à mobiliser des matériaux avant nivelage puis compactage.

Deux sections de la route sont à traiter, entre 4 et 5 (350 ml) et entre 10 et 13 (2140 ml).
Le linéaire à traiter global est donc de **2 490 mètres linéaires**.

3.3.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

Sur ces routes, la bande de roulement est très dégradée ponctuellement : manque de matériaux, nombreuses têtes de chat et devers à reprofiler ponctuellement.

Préalablement, l'entrepreneur procédera dans un premier temps à la scarification de la bande de roulement de la chaussée sur une profondeur de l'ordre de 30 cm minimum si cela s'avère nécessaire à l'aide d'une pelle mécanique de minimum 15 tonnes.

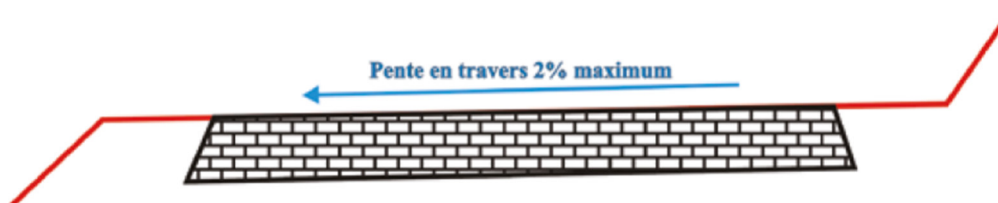
Ce travail aura pour objectif concernant la partie de la route en **dévers aval** :

- De mobiliser des matériaux avant nivellement et compactage
- D'éliminer l'éventuel bourrelet central qui s'est formé entre les bandes de roulement
- De mobiliser des matériaux avant nivellement compactage et donner le bon profil à la chaussée.

L'élimination des têtes de chat se fera systématiquement à l'avancement et au Brise Roche hydraulique. En effet, la seule scarification au godet ne donne pas des résultats satisfaisant sur les têtes de chat avant nivellement.

Dans un troisième temps, l'entreprise devra traiter les accotements en principe à la niveleuse permettant :

- De purger les pieds de talus côté amont
- D'araser et abaisser l'accotement aval en lui donnant un dévers de façon à faciliter l'évacuation des eaux, et limitant en distance les écoulements sur la chaussée



Profil type après arasement devers aval

Dans les sections peu ravinées, l'intervention sur la partie empierrée se limitera au strict minimum, afin de ne pas déstructurer le corps de chaussée.

Dans les sections ayant subi des dégradations importantes, (zones de nids de poule, d'ornières et de ravinements), le corps de chaussée sera scarifié et remanié en totalité afin de redistribuer les matériaux en place et rétablir une assise cohérente en réception des empierrements et préparer la mise en œuvre de ceux-ci.

Comme évoqué ci-dessus et dans les sections présentant des têtes de chat ne permettant pas un nivellement correct, ces dernières seront éliminées systématiquement au brise roche hydraulique (BRH) de façon à obtenir une surface sans aspérités.

Sur l'ensemble du linéaire, le maître d'œuvre validera la reprise de la bande de roulement d'une largeur de 3, 5 mètres minimum avant mise en œuvre des autres travaux.

Un compactage de finition sera ensuite réalisé grâce à un compacteur type V4 ou équivalent. Le compactage sera assuré par 3 passages d'un cylindre vibrant d'au moins 15 tonnes. Un arrosage pourra être exigé si certains matériaux ne présentent pas la teneur en eau suffisante pour assurer la compacité recherchée.

Une attention particulière devra être portée à ne pas déstructurer les éventuels ouvrages existants. En cas de détérioration de ceux-ci, l'entreprise fera son affaire de remettre en fonctionnement ces ouvrages sans prétendre à aucune indemnité supplémentaire.

3.3.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux de terrassement, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° **4 et 5 du** Détail estimatif. Ce prix s'applique au mètre linéaire effectivement travaillé, ml.

3.4 Création de collecteurs d'eau en terrain naturel sur la route forestière

3.4.1 Quantités-dimensionnement

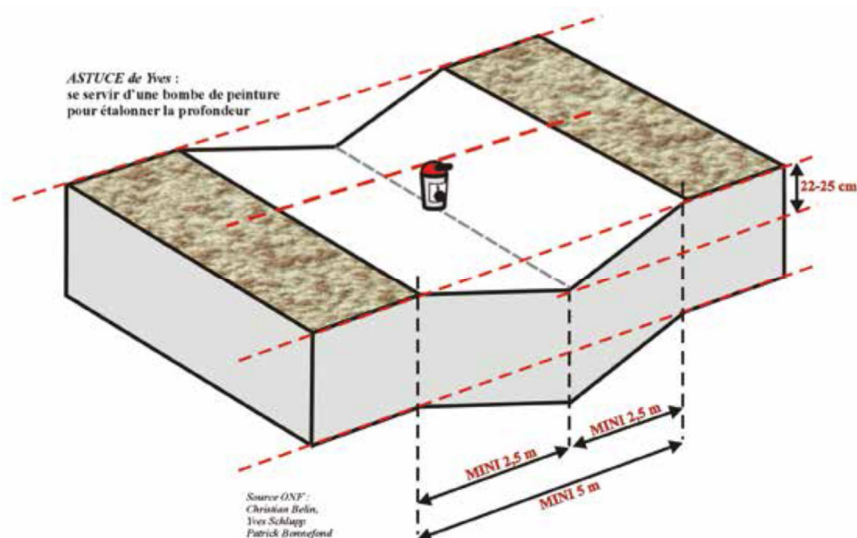
Il s'agit de réaliser des collecteurs d'eau en terrain naturel. Ces collecteurs sont au nombre de **15** et les emplacements seront désignés à la peinture par le maître d'œuvre.

3.4.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

Il s'agit de réaliser des collecteurs d'eau en terrain naturel qui ont pour fonction de guider l'eau vers le talus aval de la plateforme (reprise des collecteurs existants). On veillera à respecter un angle de 20 à 30 degrés par rapport à l'axe de la route avec une pente en long de l'ordre de 5%.

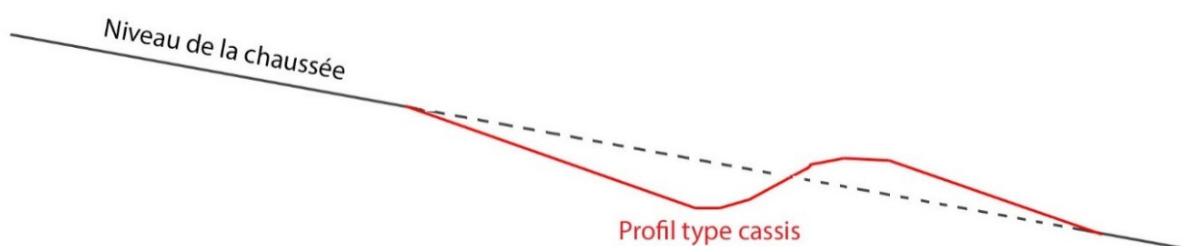
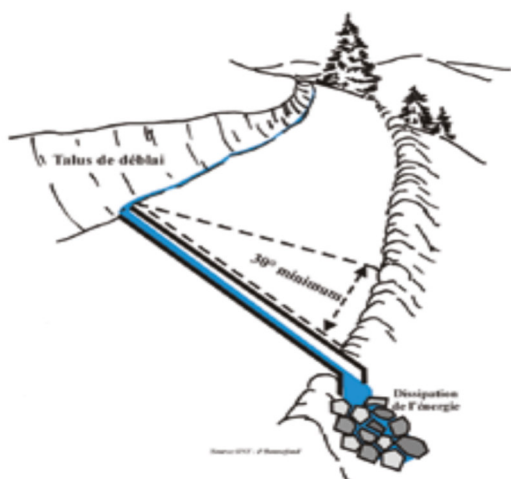
Il sera réalisé en décaissant la plateforme d'environ 20 cm de profondeur au centre sur toute la largeur de la plateforme **et au moins 5 m de longueur**.

Une fois créé, il sera correctement compacté, par 3 passages d'un cylindre vibrant d'au moins 15 tonnes. La sortie de ce collecteur d'eau vers l'aval sera parfaitement dégagée, pour permettre une évacuation optimale de l'eau dans le talus aval.



Le terrassement devra être mis en œuvre afin d'assurer une parfaite continuité entre le renvoi d'eau et la chaussée (pas de rupture de pente brutale).et permettre le passage sans difficulté d'un ensemble de transport de bois.

Un dépôt de matériaux issu des déblais, de granulométrie plus importantes (0/80et plus) sera le cas échéant réalisé au niveau de l'exutoire du revers d'eau pour former un hérisson qui aura pour objectif d'éviter l'affouillement de l'ouvrage.



3.4.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° 7 du Détail estimatif. Ce prix s'applique au l'unité.

3.5 Traitement d'un point noir (point 14)

3.5.1 Quantités-dimensionnement

La point 14 est une zone mouilleuse qui s'est creusée et qui s'apparente aux collecteurs d'eau en terrain naturel tel que vu au chapitre 3.1 ci-avant.

L'objectif visé par la prestation du présent article est de reprendre cette zone par des terrassements puis empierrement et compactage pour le rendre praticable.



Photo 2 : point 14

3.5.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

La réfection de cette zone est prévue de la manière suivante :

- Création d'un fossé coté amont sur un linéaire de l'ordre de 20 ml environ pour assainir la zone.
- Purge des matériaux impropres avec évacuation vers l'aval
- Terrassement pour agrandir la longueur du collecteur d'eau et préparation avant rechargement par grave non traitée selon le même principe que décrit au paragraphe 3.1 ci-avant.

Fourniture et mise en œuvre de grave non traitée :

L'objectif visé est le renforcement du corps de chaussée par empierrement en Grave Non Traitée (GNT) 0/31.5 au droit de la plateforme consécutive aux travaux de terrassements tels que décrits ci-avant.

La longueur à empierrer est de 15 ml , avec une largeur d'empierrement de 3.5 mètres. L'épaisseur d'empierrement recherché est de 25 cm avant compactage, soit 18 cm environ après compactage.

Pour le 0/31.5, le tonnage évalué à **25 tonnes** est calculé de la manière suivante :

La longueur à empierrer est sur le linéaire de la route soit 15 ml environ, avec une largeur d'empierrement de 3.5 mètres. L'épaisseur d'empierrement recherché est de 0.25 cm avant compactage soit 13 m³.

Avec un coefficient de conversion de 1,9, nous avons environ 25 tonnes.

Le fond de forme réalisé sera soigneusement compacté avant toute mise en place de matériau d'empierrement.

Chaque couche d'empierrement sera mise en place en un seul passage. Le compactage sera assuré par 3 passages d'un cylindre vibrant d'au moins 15 tonnes. Un arrosage pourra être exigé si certains matériaux ne présentent pas la teneur en eau suffisante pour assurer la compacité recherchée.

L'entrepreneur veillera à ce que la couche de surface présente, en tous points, une cohésion suffisante. A cet effet, il corrigera les défauts de continuité de granulométrie par tout moyen nécessaire, avant compactage final (apport de sable gras par exemple).

Un dévers d'environ 2% sera imprimé à la chaussée.

La mise en œuvre des graves par temps de pluie continue ou par temps de gel est interdite.

En cas de pluie d'orage survenant en cours de mise en œuvre, le matériau répandu et dont le compactage n'est pas achevé est, avec l'accord du maître d'œuvre, maintenu en place en l'attente d'essorage ; le compactage est alors repris dès que le matériau a retrouvé une teneur en eau normale.

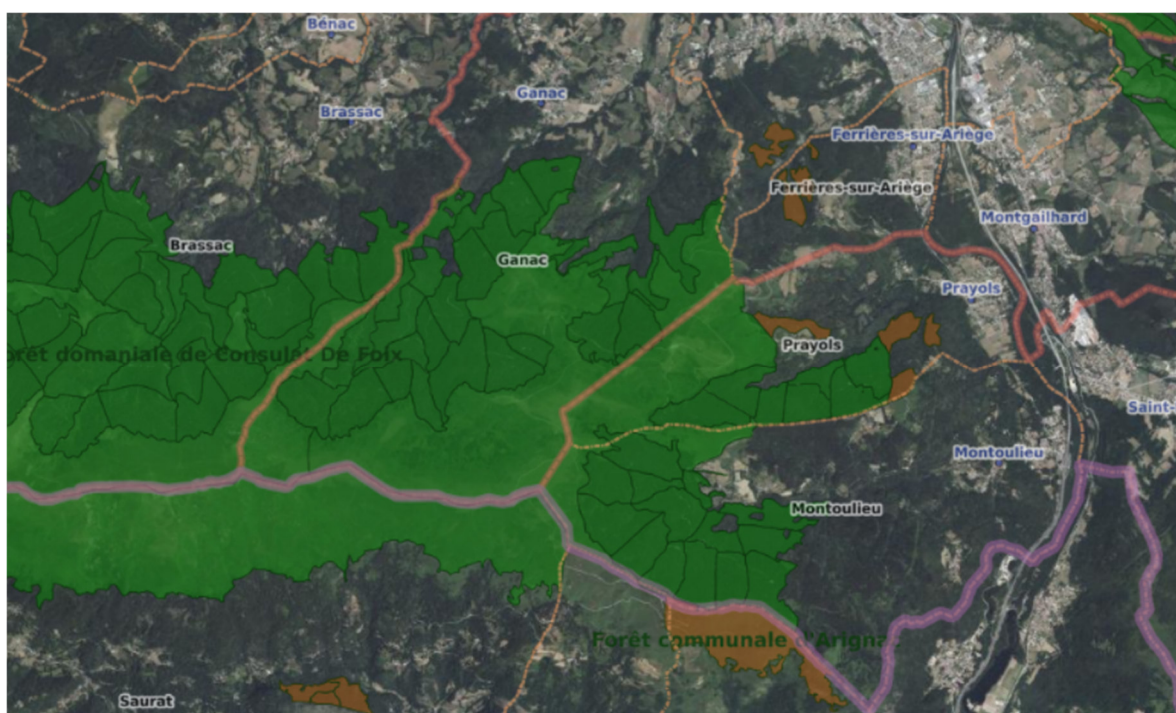
3.5.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux tels que décrits au présent article intègrent le prix unitaire n° **8** du détail estimatif. Ce prix s'applique au **forfait.**

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES TRAVAUX – LOT NUMÉRO 2 (FORÊT DOMANIALE du CONSULAT de FOIX)

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit l'étendue des travaux et les prestations à la charge de l'entrepreneur, en référence aux plans joints en annexe.

Nature des Travaux	Parcelle forestière	Commune de situation
Mise au gabarit tirs de débardage	87	GANAC
Mise au gabarit tirs de débardage	113	PRAYOLS
Mise au gabarit tirs de débardage	114	PRAYOLS
Mise au gabarit tirs de débardage	122	MONTOULIEU
Mise au gabarit tirs de débardage	127	MONTOULIEU
Mise au gabarit tirs de débardage et Création place de dépôt	119	MONTOULIEU



4.1 – Reprofilage de tirs forestières de débardage existantes

4.1.1 Quantités-dimensionnement

Les travaux de terrassement consistent au recalibrage de **4 160 ml** de piste de débardage avec une **largeur utile de 4 m** tel que matérialisées en rouge sur les plans annexés.

Nature des Travaux	Parcelle forestière	longueur cumulée
Mise au gabarit tirs de débardage	87	1 080 ml
Mise au gabarit tirs de débardage	113	710 ml
Mise au gabarit tirs de débardage	114	1 100 ml
Mise au gabarit tirs de débardage	122	720 ml
Mise au gabarit tirs de débardage	127	150 ml
Mise au gabarit tirs de débardage	119	400 ml

4.1.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

Les travaux de terrassements feront l'objet d'une réception qui vérifiera la largeur, la longueur et le profil de tire recalibrée.

Implantation de l'ouvrage : l'axe des pistes est évident puisqu'il s'agit de reprofilages d'anciennes tires.

Travaux préalables :

Les bois d'emprise, dont l'exploitation aura été réalisée au préalable par le maître d'ouvrage, seront rangés en aval et en dehors de l'emprise et permettant le débardage ultérieurement aux travaux.

La culée de ces bois devra être accessible au débardeur et non enterrée (les bois ne devront pas être recouverts même partiellement par du remblai).

L'entrepreneur débarrassera le terrain d'emprise de tous les autres arbustes et morts bois et procédera au dessouchage éventuel.

Aucun matériau végétal putrescible (branches, souches) ne sera laissé sous la plate-forme ou dans les talus.

Il est possible que certains arbres en bordure de tires soient gênants pour réaliser les travaux. Le cas échéant, ils seront déplacés ou basculés avec la pelle de terrassement et laissés à proximité de la tire afin d'être repris ultérieurement par une abatteuse.

Assise : l'entrepreneur est tenu d'établir la plate-forme avec une assise en déblais-remblais, dont la largeur en déblai est fixée à 3m minimum. La largeur de la plate-forme indiquée n'est pas la largeur totale à établir mais la largeur minimale utile de la plate-forme. En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra faire valoir la largeur déblai puis remblai pour affirmer avoir établi la totalité de la plate-forme. **Le dévers amont sera de l'ordre de 5 %.**

Le terrain est estimé terreux à 70 % mais ponctuellement, l'emploi du brise roche hydraulique semble nécessaire. L'entreprise titulaire aura prévu dans sa prestation l'utilisation ponctuelle de BRH. Dans tous les cas, l'emploi d'explosifs n'est pas autorisé sur ce chantier.

Les mouvements des terres à prévoir consistent, sauf indications contraires du représentant du maître d'œuvre, à une mise en remblai vers l'aval des déblais.

Compte tenu de la déclivité moyenne prononcée (> 50%) des terrains sur lesquels se développe le projet, une attention particulière sera portée à la maîtrise et au calage de l'ensemble des matériaux déversés par l'aménagement d'une terrasse d'assise, ceci afin de minimiser l'impact paysager des terrassements.

Le profilage définitif de la plateforme sera réalisé avec soin afin d'éliminer toute "tête de chat" préalablement aux opérations de réception. Un dévers amont de 5 % lui sera donné afin de maîtriser les écoulements de surface. Sur les pistes, l'entrepreneur réalisera des cassis en terrain naturel à espacement régulier destinés à évacuer les eaux de ruissellement hors de la plateforme **(un tous les 50 ml sur les tronçons à pente en long égale ou supérieure à 8%, un tous les 100 ml sur les autres tronçons).**

Inclinaison des talus

Concernant les talus, un soin particulier sera apporté à leur peignage selon la pente de 2 mètres de base pour 3 mètres de hauteur lorsque le matériau est constitué de terre, 1 mètre de base pour 4 mètres de hauteur dans les tronçons à dominante de roches

Réception des travaux de terrassements

Les travaux de terrassements feront l'objet d'une réception qui vérifiera la largeur et l'état de l'emprise de la plateforme de la piste, Le dévers amont sera de l'ordre de 5 %. La mise en forme des talus de déblai et de remblai.

4.1.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux de terrassement, tels que décrits au présent article, font l'objet du prix unitaire n° 2 du Détail estimatif. Ce prix s'applique au **mètre linéaire** effectivement travaillé, **ml**.

4.2 Terrassement et création de la place de dépôt parcelle 119

4.2.1 Quantités-dimensionnement

L'objectif visé par la prestation du présent article est de créer une place de dépôt de bois dans le talus amont et viser une surface utile de l'ordre de 200 m² (40 ml X 5 m de profondeur) ;

4.2.2 Mode opératoire -Prescriptions techniques

La place de dépôt se fera en gagnant sur le talus amont.

Le volume de déblai indicatif est estimé à 250 m³ (valeur non contractuelle). Les déblais ainsi obtenus seront versés à proximité immédiate dans le talus aval de la route forestière selon les indications du maître d'œuvre ou à proximité immédiate de la place de dépôt.

Les travaux seront effectués à la pelle mécanique. Le terrain est estimé rocheux à 70 % et l'emploi d'un brise-roche hydraulique est à envisager. En revanche, l'emploi d'explosif n'est pas autorisé.

Les déblais seront évacués comme mentionné ci-avant. Les éventuelles souches seront également évacuées en versés soigneusement en aval comme les déblais.

Inclinaison du talus amont : 3 mètres de hauteur pour 2 mètres de base pour, (3/2)

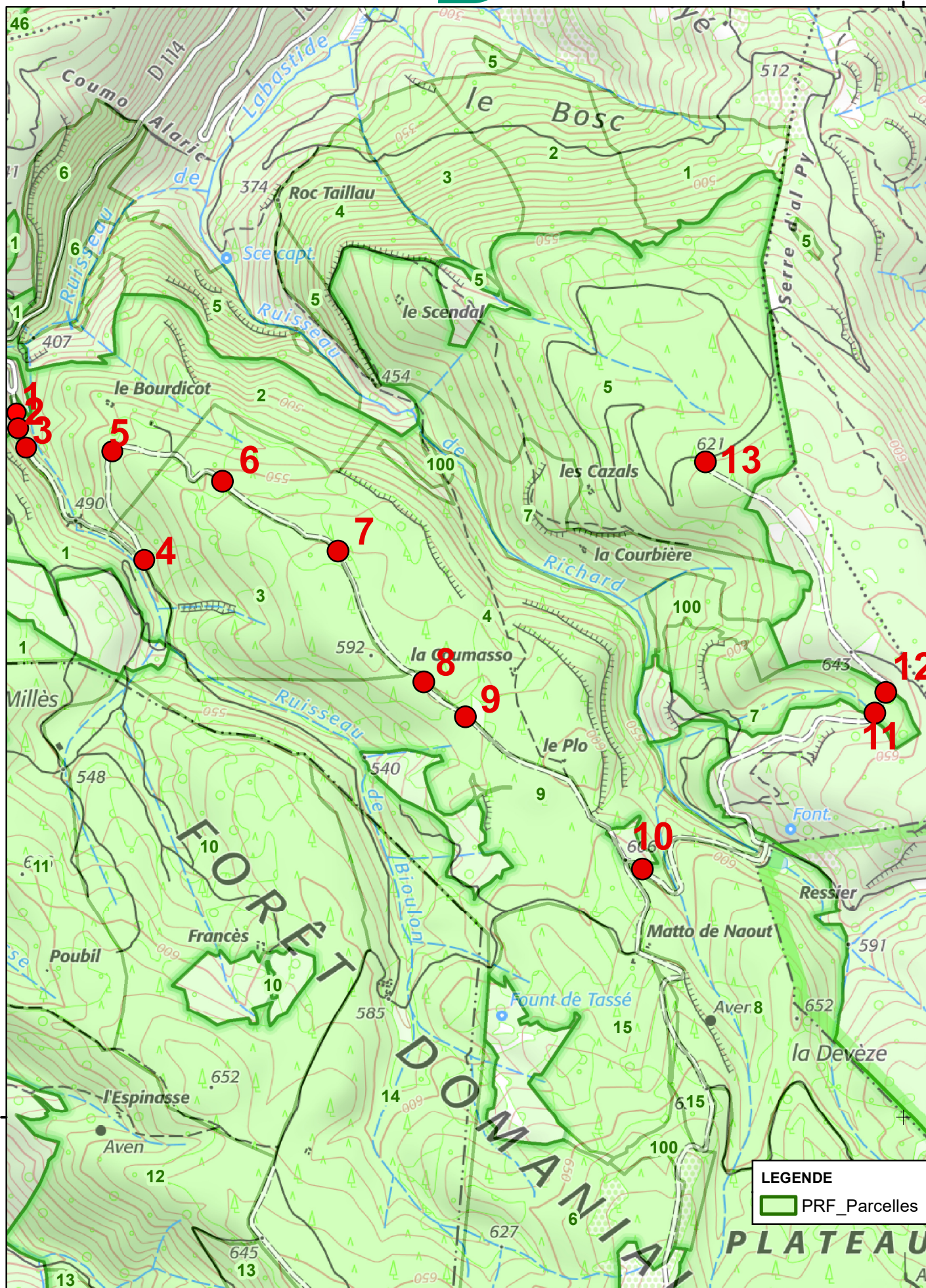
Un devers de l'ordre de 2 % sera aménagé, en sorte d'éviter des points de stagnation trop importants d'eaux superficielles.

La surface terrassée sera dégagée de toutes les aspérités présentes (rochers ou souches éventuelles).

4.2.3 Mode d'évaluation et prise en compte

Les travaux tels que décrits au présent article intègrent le prix unitaire n° 3 du détail estimatif. Ce prix s'applique au **mètre carré** de la place de dépôt terrassée et correctement régallée avec évacuation des déblais, **m²**.

ANNEXE LOT NUMÉRO 1 : plans de situation des travaux en Forêt Domaniale de LACAMP



LEGENDE
PRF_Parcelles



ANNEXE LOT NUMÉRO 2 : plans de situation des travaux en Forêt Domaniale du CONSULAT de FOIX

